

Jean-François Legrain *

Territoires occupés par Israël : une insurrection à coups de pierres**

Trois déclarations israéliennes faites le même 10 janvier m'ont paru fournir un intéressant point de départ pour tenter de comprendre en quoi ces vingt dernières années ont pu mener à la situation présente dans les territoires occupés.

Ariel Sharon, tout d'abord, affirme que les désordres actuels « ne constituent pas une vague accidentelle » mais plutôt « une situation nouvelle » qui demande des mesures adéquates (entendons par là un durcissement de la répression, l'accélération et l'approfondissement de l'emprise israélienne sur les territoires occupés, à laquelle il a tenu à contribuer symboliquement en s'installant à quelques dizaines de mètres de la mosquée al-Aqçà). Le même jour, une source militaire israélienne reconnaît son impuissance à maîtriser la situation et se plaint en ces termes : « Nous n'avons personne à qui parler de l'autre côté. » Lors de l'analyse des événements en cours, enfin, le conseil israélien des ministres s'entend dire pour la première fois que ce sont beaucoup plus les islamistes que les partisans de l'OLP qui font preuve de l'activisme le plus grand et le plus efficace (*Jerusalem Post*, 11 janvier 1987).

Ces trois déclarations m'ont paru offrir un clair résumé de la situation de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et de la Bande de Gaza après vingt années d'occupation israélienne. La population me semble être parvenue à un tournant de son histoire sous occupation que je carac-

* Chercheur au CEDEJ, Le Caire.

** Ce texte est le résumé d'une communication faite lors d'un colloque franco-égyptien organisé au Caire du 15 au 18 janvier 1988 par le Centre de recherche et d'études politiques de l'université du Caire (Ali Hilal Dessouki) et le Centre d'études et de documentation économique, juridique et sociale (CEDEJ, Jean-Claude Vatin) portant sur « Les récentes transformations politiques dans le monde arabe », dont les actes seront publiés dans le *Bulletin du CEDEJ*, n° 23, juin 1988. Nous publierons un second texte de J.F. Legrain dans notre prochain numéro.

Territoires occupés par Israël

tériserai tant par le vide politique institutionnel que par la sanction, par les enfants de l'occupation, de l'échec des vingt dernières années de la lutte de libération nationale. Les élites politiques de tous bords apparaissent tout à coup comme dépassées et impuissantes devant la montée d'un rejet en bloc de l'occupation et d'un processus diplomatique négocié perçu comme compromission et impuissance élevées en principe. L'ampleur du phénomène, pourtant précédé de soubresauts de plus en plus fréquents et significatifs, a pris de court tant les Etats que l'OLP elle-même ; le fait qu'il ait fallu attendre plus d'un mois pour que les « institutions nationales » proches de la centrale palestinienne publient une plate-forme revendicative en est l'un des signes.

Les médiations politiques ayant été détruites, le social brut a resurgi dans un radicalisme insurrectionnel. Ce vide politique est un fruit israélien autant que palestinien et arabe. Dans son refus entêté à reconnaître l'OLP comme interlocuteur et par la permanence de sa politique d'encouragement accordé à un leadership pro-jordanien coupé des masses, Israël, en ce qui le concerne, a écarté de toute autorité publique le seul leadership réellement représentatif. Mais ce vide politique sanctionne également l'échec arabe et palestinien à mener la lutte de libération nationale à son terme ; paralysée par ses dissensions internes et les suspicions entre Palestiniens de l'intérieur et Palestiniens de l'extérieur, l'OLP a contribué à l'effondrement et à la marginalisation de ses partisans dans les territoires occupés. La Jordanie, quant à elle, n'a cherché qu'à tirer profit des faiblesses de l'OLP et des faveurs israéliennes par le truchement de ses partisans liés aux notabilités traditionnelles.

Naissance d'un leadership

Les changements politiques opérés dans les territoires occupés qui ont mené à la situation présente peuvent être articulés en trois grandes étapes¹. Durant les cinq ou six premières années de l'occupation, la population de la rive occidentale s'est raccrochée à la Jordanie, ébranlée qu'elle était par la victoire fulgurante israélienne, le nouvel exil de milliers de familles et la déstructuration de sa société. Défendre coûte que coûte le lien entre les deux rives du Jourdain lui apparaissait alors comme le seul recours pour sauvegarder son arabité, malgré ses nombreux griefs accumulés au long des ans contre le pouvoir hachémite. Israël ne pouvait qu'encourager une telle position ; la normalisation de la vie quotidienne palestinienne et la défense d'une option jordanienne pour une solution globale consti-

1. Parmi les nombreuses publications, voir par exemple Moshé Maoz, *Palestinian Leadership on the West Bank*, Frank Cass, Londres, 1984 ; Shaul Mishal, *The PLO under Arafat*, Yale University Press, Londres, 1986 ; Pamela Ann Smith, *Palestine and the Palestinians, 1876-1983*, Croom Helm, Londres, 1984. On trouvera également des informations régulières dans mes « chronologie palestinienne » parues dans chaque livraison de la *Revue d'études palestiniennes* de 1982 à 1987, ainsi que dans les rapports annuels du *Middle East Contemporary Survey* depuis 1976.

tuaient alors les deux bases de sa politique. Les résultats des élections municipales de 1972 ont d'ailleurs manifesté cette convergence, les notables traditionnels pro-jordaniens remportant la majorité des sièges. L'OLP alors en pleine maturation — c'est l'époque où les organisations de guérilla prennent le pouvoir au sein de l'organisation — ne s'intéressait pas encore vraiment aux territoires occupés. Défendant le principe de lutte armée révolutionnaire comme unique moyen de libération nationale, elle se trouve, à cette époque, contrainte à combattre sur deux fronts, israélien et jordanien à la fois².

À partir de 1973, l'OLP s'oriente vers l'adoption du principe de solution négociée comme arme tactique vers une libération nationale par étapes. Elle entreprend alors de conquérir sa place face à la Jordanie et manifeste pour la première fois un intérêt réel aux territoires occupés. La population accorde massivement son soutien à cette nouvelle OLP, dynamisée tant par ses succès diplomatiques à l'extérieur que par l'activité de grandes figures charismatiques de l'intérieur (Bassâm Chakaa, Karîm Khalaf, etc.). Une nouvelle élite, plus jeune et à la base sociale plus large que les notabilités pro-jordaniennes traditionnelles se constitue alors autour du soutien accordé à l'OLP. En 1976, elle parvient à investir la majorité des municipalités et à les transformer en une base de pouvoir quasi nationale. Ces nouvelles élites nationalistes prennent la direction de la lutte grâce à leur structuration au sein du Front national palestinien, puis du Comité d'orientation nationale, tous deux dominés par la gauche palestinienne (parti communiste, qawiyyîn al-“Arab, baassistes, etc.). La Jordanie adopte un « profil bas » tandis qu'Israël, en quête d'interlocuteur pour faire passer dans la réalité son interprétation de Camp David, tolère dans un premier temps ce nouveau leadership palestinien.

Très vite cependant, devant l'opposition unanime à ses propositions d'autonomie, Israël, en 1981-82, tente de faire émerger un leadership alternatif qui lui soit acquis, rural celui-là, avec les ligues de villages ; suite à son échec, il adopte une tactique de lutte de front avec le nationalisme palestinien, par l'éradication de ses bases tant au Liban qu'en territoires occupés. Au printemps 1982, la quasi-totalité des maires palestiniens partisans de l'OLP sont déposés, les municipalités sont dissoutes et le Comité d'orientation nationale, déjà affaibli par l'entreprise de sape menée par la Jordanie et le Fath décidés à en finir avec le Front du refus, mis hors la loi.

Le vide institutionnel

Cinq ans plus tard, l'état des forces politiques en Cisjordanie peut se résumer ainsi : tous les indices politiques manifestent la reconnaissance massive par la population des territoires occupés de l'OLP en tant que représentant légitime, symbole de l'identité nationale pales-

2. Voir Xavier Baron, *Les Palestiniens, un peuple*, Le Sycomore, Paris, 1984 ; Alain Gresh, *OLP, histoire et stratégies vers l'Etat palestinien*, Spag-Paryrus, Paris, 1983.

tinienne et porte-parole reconnu à l'extérieur de la revendication de libération nationale. La population subit avec tristesse et indignation bien souvent les dissensions internes au mouvement national et à la scène politique arabe, sans parvenir toutefois à empêcher leur reproduction à l'intérieur même des territoires occupés.

Les élites favorables à l'OLP et dominées par la gauche palestinienne qui avaient animé la résistance durant toute la seconde partie des années 70 se trouvent maintenant fragilisées et marginalisées. Leurs figures les plus illustres sont soit déportées (Muhammad Milhim), soit décédées (Karîm Khalaf, Fahd al-Qawâsmeh), soit encore périodiquement assignées à résidence (Ibrâhîm Daqqâq, Bachîr Barghûfî), et de toute façon isolées et écartées des tâches publiques (Bassâm Chakaa). Le Fath, depuis bien longtemps occupé à combattre la gauche puissante à l'intérieur, a passé des alliances dès le début des années 80 tantôt avec les islamistes, tantôt, de façon plus durable et plus lourde de conséquences, avec la Jordanie. Abandonné par le roi Hussein qui décide de faire cavalier seul en février 1986, il se retrouve maintenant démunî et silencieux devant l'accroissement de l'emprise économique et politique jordanienne dans les territoires occupés ainsi que devant les initiatives internationales hachémites qui ne peuvent qu'accroître la mise à l'écart de la centrale palestinienne. La gauche, de son côté, n'a pu surmonter la disparition des structures nationales de l'intérieur qu'elle dominait et son pouvoir se trouve contenu dans les limites de syndicats et autres associations sociales.

La Jordanie ne rassemble autour d'elle que la mince couche sociale des notabilités traditionnelles dont les intérêts économiques sont indissolublement liés à la couronne hachémite. Grâce aux encouragements d'Israël et à l'appui tacite du Fath, elle a retrouvé depuis le début des années 80, et surtout ces deux dernières années, un rôle de tout premier plan. Elle règne dans les domaines économiques, contrôlant les Chambres de commerce, et a réinvesti les structures politiques en négociant avec Israël, en 1985-86, la nomination de certains de ses partisans dans les mairies vidées de leurs élus en 1982 (Zâfir al-Maqrî, président de la Chambre de commerce de Naplouse, nommé en décembre 1985 maire de la ville avec le consentement du bout des lèvres de l'OLP, assassiné le 2 mars 1986 par des partisans du FPLP ; nomination le 28 septembre 1986 d'Abd al-Mâjid-Zir, haut fonctionnaire du département jordanien de la santé à la mairie d'Hébron, de Khalîl Mûsâ Khalîl à celle de Ramallah et de Mustafâ Tawîl à el-Bîreh).

La Jordanie bénéficie en outre du soutien plus ou moins nuancé d'une nouvelle élite, plus jeune que les notables traditionnels jordaniens et que les grandes figures du nationalisme, et appartenant à des groupes sociaux plus divers — intellectuels, journalistes, membres de professions libérales. Ces nouveaux notables (Hannâ Siniora, rédacteur en chef du *Fajr*, Fâiz Abû Rahmeh, bâtonnier de Gaza, Sârî Nusseibeh, enseignant à l'université de Biz Zeit, Bâsil Kah'ân, homme d'affaires de Naplouse), auxquels se joignent les notables pro-

jordanien traditionnels (Ilyâs Freij, maire de Bethléem, et Rachâd Chawwâ, maire déposé de Gaza) se posent au confluent de l'OLP (dans sa tendance Fath) et de la Jordanie. Les initiatives de cette élite, cependant, n'ont fait preuve en matière de mobilisation populaire que d'une capacité très limitée.

Les événements de 1987 sanctionnent donc ce vide politique. Le seul leadership qui a pu prétendre à une représentativité réelle a été délibérément écarté par Israël et affaibli par certaines parties palestiniennes. Marginalisé et éclaté, il n'a plus de prise réelle sur la scène nationale. La mince couche des notabilités pro-jordanien, par un accord entre Israël, la Jordanie et le Fath, a certes récupéré le pouvoir économique et politique mais ne parvient pas à s'acquiescer un quelconque soutien populaire.

Un constat

Un constat d'échec des politiques de ces Etats et mouvements a été dressé dès la fin des années 70 par des groupuscules palestiniens qui ont ensuite pris de l'ampleur. Ils en ont fait le procès en brandissant l'islam comme une alternative idéologique, politique et militaire. Leur discours radical, cependant, côtoyait une pratique ambiguë, jouant tout à la fois de la tolérance des autorités israéliennes, trop contentes d'assister à un éclatement des rangs palestiniens, et de l'indulgence sinon des encouragements de la Jordanie et du Fath dans leur lutte commune contre la gauche. Préoccupés de réislamisation de la société palestinienne comme condition même de la libération, les islamistes se sont manifestés dans les campus et dans les rues par leurs prêches certes et la fondation de multiples associations caritatives, culturelles et sportives, mais aussi par le combat violent contre les nationalistes de gauche et leur exclusion de nombre d'institutions³.

Une toute petite fraction des islamistes s'est lancée depuis l'automne 1986, avec l'aide probable du Fath, dans la lutte armée contre l'occupant au nom de l'impératif religieux de jihâd. Sur le terrain politique, le mouvement s'est cependant caractérisé de façon générale et jusqu'à une date très récente par son immobilisme face à Israël et son activisme entièrement dirigé contre la gauche palestinienne, suscitant ainsi une désapprobation certaine. Les islamistes, pourtant, par leur langue abrupte, sûre d'elle-même et éloignée des finasseries de la diplomatie, ont su — et pu — de façon beaucoup plus rapide et efficace que les nationalistes donner bon nombre de ses slogans à l'explosion récente. Il ne s'agit pas, à l'heure actuelle et sous cette forme, de trouver une solution à la question palestinienne, de soutenir un processus ou une politique. Il s'agit avant tout, pour les enfants de l'occupation, de manifester le refus global et absolu de la

3. Voir mon article « Islamistes et lutte nationale palestinienne dans les territoires occupés par Israël », *Revue française de science politique*, avril 1986, p. 227-247 ; Alain Navarro, « Palestine : l'expansion islamiste », *Les Cahiers de l'Orient*, n° 7, 3^e trimestre 1987, p. 51-66.

Territoires occupés par Israël

poursuite de l'occupation, ainsi que l'aspiration à la libération totale, à n'importe quel prix, et à la disparition de la puissance occupante. Cette jeune génération qui, depuis cinq ou six ans déjà, se manifestait individuellement par des jets de pierres contre des véhicules israéliens, se retrouve maintenant collectivement face aux forces armées d'occupation, se revendiquant de l'islam et de l'identité nationale palestinienne tout à la fois, à distance cependant des organisations qui avaient trop vite cru les confisquer.

Jean-François Legrain